

# CONSULTATION

*Réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol  
au sein du projet de Parc Coopératif des Énergies*

---

*Site de Malvési*

*Commune de Narbonne, Aude (11)*

# CAHIER DES CHARGES

*Date limite de remise des offres :*

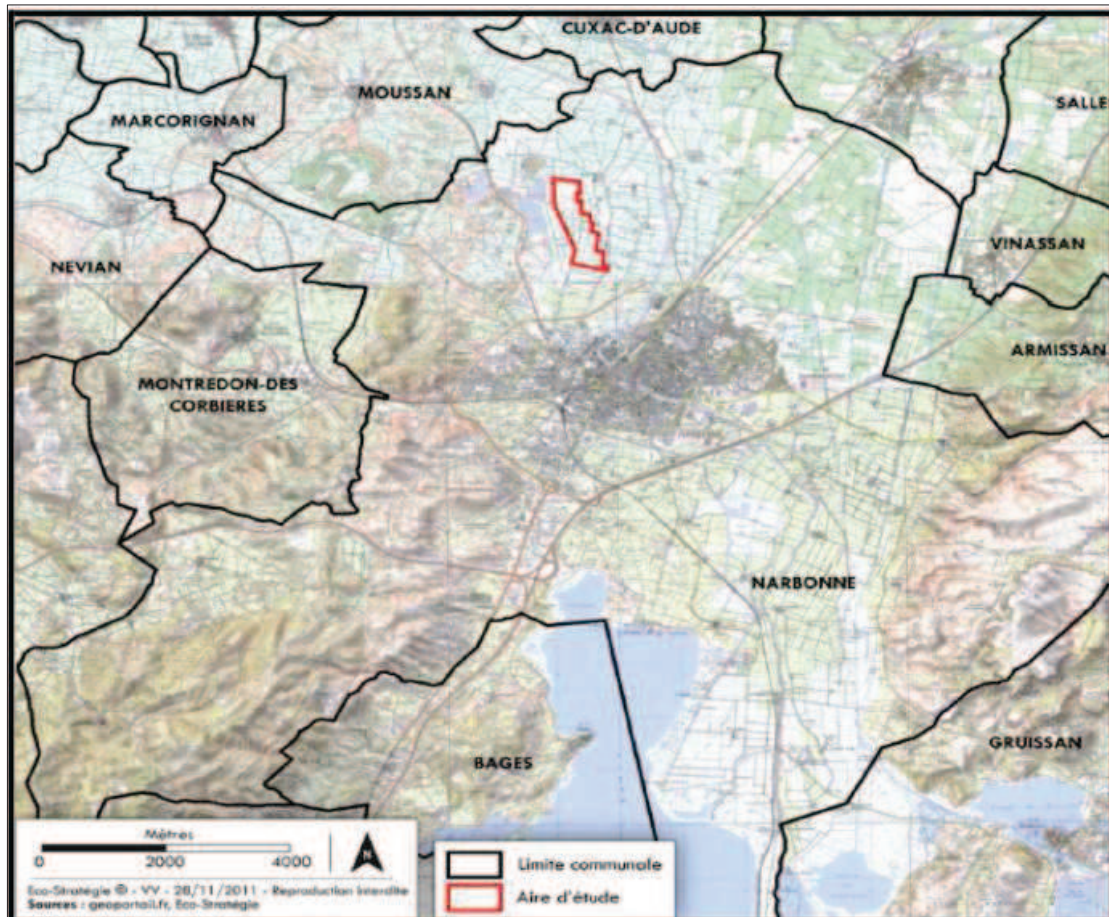
*jeudi 6 novembre 2014*

## Sommaire

<b>I.</b>	<b>Objet de la consultation</b>	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>Présentation des principes généraux du parc</b>	<b>5</b>
<b>III.</b>	<b>Historique</b>	<b>7</b>
1.	Historique du site	7
2.	Historique du projet	7
<b>IV.</b>	<b>Présentation du maître d'ouvrage</b>	<b>9</b>
1.	Association de préfiguration « Énergies Participatives du Narbonnais »	9
2.	Ella Énergies	9
3.	AREVA Malvés	9
4.	Communauté d'Agglomération Le Grand Narbonne	9
5.	Pôle Énergies 11	9
6.	SYADEN	9
7.	Chambre d'Agriculture de l'Aude	10
8.	Arterris	10
9.	Les citoyens	10
10.	Enercoop LR	10
<b>V.</b>	<b>Montage juridique et financier</b>	<b>12</b>
1.	Montage juridique	12
2.	Investissement et rémunération du capital	12
<b>VI.</b>	<b>Présentation des éléments disponibles :</b>	<b>14</b>
1.	Études réalisées	14
2.	Études en cours de réalisation	14
3.	Autres éléments	14
<b>VII.</b>	<b>Réponse attendue</b>	<b>15</b>
1.	Lettre de candidature	15
2.	Présentation du candidat	15
3.	Caractéristiques et dimensionnement de l'installation photovoltaïque	15
4.	Modèle économique	16
5.	Montages juridiques	16
<b>VIII.</b>	<b>Modalités de réalisation de la prestation et critères de sélection :</b>	<b>17</b>
1.	Modalités	17
2.	Critères de sélection	17
<b>IX.</b>	<b>Contact</b>	<b>18</b>
<b>X.</b>	<b>Présentation des candidatures</b>	<b>18</b>
<b>XI.</b>	<b>Annexes</b>	<b>19</b>
-	Délibération du Grand Narbonne pour adhérer à l'association « EPN »	19
-	Devis de l'étude d'impact ABIES commandée au nom du développeur	19
-	Avis des Services de l'État	19

## I. Objet de la consultation

La présente consultation porte sur le **choix d'un développeur de projet de centrale photovoltaïque**, qui viendra s'intégrer au sein du projet de Parc Coopératif des Énergies de Narbonne.



Le projet de Parc Coopératif des Énergies est situé sur des terrains attenants à **l'usine de AREVA Malvési**, dans le **périmètre SEVESO** correspondant, à **Narbonne** dans le département de l'Aude.

Il s'agit d'un **parc multi-énergies** dont la fonction première sera la **production d'énergies renouvelables**, la seconde, **l'expérimentation**, et la troisième, **la sensibilisation**. Son mode de gouvernance et de financement doit permettre de **conserver, dans la durée, cette ligne directrice**. Le principe est donc de créer une structure coopérative réunissant le plus largement possible les acteurs publics, privés et citoyens du territoire autour d'un **projet de développement économique, social et environnemental**.

Dans cette optique, l'association de préfiguration « **Énergies Participatives du Narbonnais** » (EPN) a été créée en juin 2014. Elle compte parmi ses adhérents les principaux acteurs institutionnels du territoire. Sa présidence a été confiée à **Pôle Énergies 11**, et elle bénéficie d'un accompagnement par la coopérative d'intérêt

collectif **Enercoop Languedoc-Roussillon**.

La première phase consiste en la réalisation **d'une centrale au sol photovoltaïque de 12 MWc** (à technologies mixtes si opportun), pour laquelle **un développeur partenaire doit être choisi**. Son rôle sera d'obtenir, pour le compte de l'association EPN, un permis de construire, ainsi qu'un tarif d'achat viable au prochain Appel d'Offres de la Commission de Régulation de l'Énergie.

Il est important que ce développeur adhère aux principes et valeurs du Parc Coopératif des Énergies (qui seront présentés plus loin dans ce dossier), **car il sera invité à investir dans la centrale photovoltaïque par l'intermédiaire de la future société coopérative**. Par ailleurs, **le développeur ne sera pas majoritaire dans la gouvernance** de la future société (bien qu'il puisse avoir la majorité des parts).

Les délais pour répondre au prochain AO CRE sont courts. Mais l'association EPN met à disposition du développeur un **cadre favorable à l'atteinte de cet objectif** : expertises naturalistes déjà réalisées en partie, étude d'impact commandée, cadre politique et réglementaire favorable (PLU compatible, zone favorable de la charte solaire du Grand Narbonne en cours de finalisation, validation de principe par le Pôle ENR des services de l'état dans l'Aude...).

Précisons que le **risque financier** restant à ce stade du projet photovoltaïque (essentiellement coût de l'étude d'impact et réalisation des dossiers de demande de permis de construire et de candidature à l'AO CRE) **devra être intégralement assumé par le développeur**. Une mise à disposition des autorisations obtenues se fera **à un prix transparent** pour la future société d'exploitation à constituer, incluant le détail de la valorisation des prestations fournies, des autorisations obtenues, du risque porté.

Le calendrier envisagé est le suivant :

- Jeudi 6 novembre : remise des offres des développeurs photovoltaïques.
- Lundi 24 novembre : entretiens avec les candidats sélectionnés et désignation du lauréat par le conseil d'administration de l'association EPN.

L'association EPN compte ensuite sur la réactivité et le professionnalisme du développeur sélectionné pour réaliser les dossiers de demande de permis de construire, et de candidature à l'AO CRE, dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, il faut noter que le projet de Parc Coopératif des Énergies a candidaté à **l'appel à projets de l'ADEME LR et la Région LR**, visant le développement de projets solidaires et coopératifs de production d'énergies renouvelables. Les résultats seront connus courant octobre 2014, et des **aides à l'investissement sont attendues**, sous forme d'une subvention à hauteur de « 1€ Région pour 1€ citoyen », limitée à 500€ maximum d'aide par citoyen et plafonnée à 100 k€.

Précisons enfin **qu'un certain nombre de sujets sont ouverts à concertation** avec le développeur : lors des entretiens avec les candidats pré-sélectionnés, et avec le conseil d'administration de EPN pour le candidat lauréat.

Certaines orientations initiales pourront ainsi être discutées sur la base des arguments apportés par le développeur retenu : technologie(s) choisie(s), montage juridique et financier de la future société d'exploitation, investissement en fonds propres apporté par le développeur.



## II. Présentation des principes généraux du parc

### Site d'implantation:



### Le projet est décomposé en deux phases :

- **Centrale photovoltaïque au sol de 12 MWc** (de préférence de technologie mixte), avec **cultures de biomasse intégrées** (cœur et pourtour).
- Démonstrateur **petit et moyen éolien**, et **musée-espace de formation**.

La réalisation globale du projet est conditionnée à celle de la 1<sup>ère</sup> phase, qui fait seule l'objet de la présente consultation.

### Philosophie du projet :

Plus qu'un projet localisé, la mise en place du Parc coopératif des énergies va permettre de **fédérer les acteurs clés du département** sur des sujets innovants et porteurs de richesses pour le territoire ; tout en impliquant entreprises locales, collectivités et citoyens. **Une première en France**, et probablement un exemple à suivre pour d'autres territoires.

Les vocations du projet, par ordre de priorité, sont :

- **Produire**
- **Expérimenter**
- **Sensibiliser**

**Avec des enjeux historiques et d'avenir :**

- Valorisation et **intégration d'un site industriel** dans son territoire : développement d'activités économiques, d'emplois, et d'image.
- **Appropriation** des infrastructures d'énergies renouvelables : vers un « projet **de** territoire » et non pas un « projet **sur** un territoire ».
- **Mixer les usages** sur un même site pour gagner en efficacité et limiter la consommation d'espace tout en répondant aux défis énergétiques.

Concrètement, le Parc Coopératif des Énergies permettra de :

- Développer une **capacité locale de production** d'électricité à partir de ressources renouvelables.
- **Créer des emplois** localement.
- Participer au **développement de la filière EnR locale** par la réalisation de projets dans et autour du Parc, et par la **formation professionnelle**.
- **Former** habitants et touristes à **l'éco-citoyenneté**.
- **Valoriser** le site de Malvésí (périmètre SEVESO), contraignant pour **l'extension de la zone industrielle** actuelle.
- **Communiquer nationalement** et à l'échelle **européenne** sur le développement durable dans le Narbonnais.
- Développer un **modèle coopératif duplicable** à d'autres sites industriels actifs ou en conversion, et à d'autres activités.

La valorisation possible des bénéfices du Parc coopératif des énergies est multiple. En effet, ces moyens économiques peuvent venir **en soutien des politiques locales mises en place pour un développement durable du territoire narbonnais** (Parc Naturel Régional de la Narbonnaise en Méditerranée, Grand Narbonne ...).

Par ailleurs, le développement du Parc Coopératif des Énergies est envisagé en **deux phases**, la deuxième (recherche et développement, innovation, éducation à l'environnement et aux énergies renouvelables) ayant une rentabilité économique probablement moins élevée que la première (exploitation d'une centrale au sol photovoltaïque). La conception d'un projet global, sous statut coopératif, permet une forme de **solidarité entre toutes ces activités** ; en gardant une cohérence entre ces deux activités.

Ainsi, ce Parc Coopératif des Énergies permettrait **d'articuler** entre elles, et de **consolider**, les actions déjà mises en place par ses différents membres : pépinière **Innoveum** et dynamique autour de l'Économie **Sociale et Solidaire** du **Grand Narbonne**, sensibilisation à **l'environnement** et aux **énergies renouvelables** par le **Parc Naturel Régional de la Narbonnaise**, filière **petit éolien** par Pôle Énergies 11 (dont le SEPEN, Site Expérimental pour le Petit Éolien National), **démarches qualité et environnementales** de **AREVA Malvésí**, réflexion sur les **territoires à énergie positive** du Conseil Général de l'Aude, **diversification** des cultures et activités agricoles par la **Chambre d'Agriculture de l'Aude**, **soutien et conseil** sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables par le **SYADEN**...

### III. Historique

#### 1. Historique du site

Le projet de Parc coopératif des énergies est situé sur des terrains attenants à **l'usine de AREVA Malvésí**, dans le **périmètre SEVESO** correspondant, à **Narbonne** dans l'Aude.

Cette usine réceptionne de l'uranium du monde entier sous forme de concentrés miniers appelés "**Uranate ou yellow cake**" ou oxyde d'uranium, conditionnés dans des fûts en acier. C'est le **seul point d'entrée** de l'uranium naturel en France.

Débute alors l'une des premières étapes du cycle du combustible : **la conversion des concentrés uranifères**, à destination des sites nucléaires français mais également du monde entier.

Cette opération s'effectue en deux étapes, sur deux sites industriels complémentaires :

- **Le site de AREVA Malvésí (Narbonne)** purifie, à un très haut degré, les concentrés de minerai d'uranium, convertit le concentré minier d'uranium en tétrafluorure d'uranium (UF<sub>4</sub>).
- **le site de Tricastin (Pierrelatte)** transforme le tétrafluorure d'uranium en hexafluorure d'uranium (UF<sub>6</sub>).

Cette transformation donne au concentré uranifère la **pureté** indispensable à la fabrication du combustible nucléaire.

Le centre industriel de Malvésí a été créé **en 1959** sur l'emplacement d'une ancienne usine de production de soufre. Depuis, le site **n'a cessé d'évoluer**, notamment pour limiter son impact sur l'environnement.

#### 2. Historique du projet

Rémi Ibanes, ancien propriétaire des terrains concernés (terrains appartenant aujourd'hui à AREVA Malvésí), et **toujours exploitant de ces parcelles**, fait émerger l'idée, fin 2009, d'un **projet collectif autour de l'énergie, intégré au territoire**, valorisant plusieurs dizaines d'hectares autour de l'usine d'AREVA Malvésí.

Il associe AREVA Malvésí au projet, **la société donnant son accord** pour une valorisation énergétique de ces terres. Et sollicite Pôle Énergies 11 pour des **conseils essentiellement techniques**.

**Ella Énergies est créée** (entreprise familiale initiée par Remi Ibanes), et le concept de **Parc des Énergies** voit le jour.

Des rencontres ultérieures avec la **Région Languedoc-Roussillon** encouragent ces premiers acteurs (Ella Énergies, AREVA Malvésí et Pôle Énergies 11) à poursuivre leur démarche, et à s'orienter vers un **montage participatif**.

La Région **finance dans ce cadre une étude d'opportunité** (rendue en 2012 et validant la faisabilité du projet), et oriente le maître d'ouvrage vers **l'Union Régionale des SCOP Languedoc-Roussillon**, afin de réfléchir à une **forme juridique** permettant d'associer les acteurs locaux dans leur diversité.

Les porteurs du projet poursuivent en parallèle les présentations aux **partenaires potentiels** (dont les collectivités) et **services de l'État** (notamment au Pôle préfectoral de compétence énergies renouvelables, animé par la DDTM de l'Aude, en avril 2013).

Fin 2013, le projet prend forme, avec la décision de **créer une association de préfiguration de la future société participative**. Le Grand Narbonne délibère pour adhérer à l'association (voir en annexes) ; le SYADEN, la Chambre d'Agriculture de l'Aude et la coopérative Arterris manifestent leur intérêt et leur souhait de soutenir et de participer au projet.

C'est ainsi qu'est créée officiellement, **le 6 juin 2014**, dans les locaux du Grand Narbonne, l'association de préfiguration « **Énergies Participatives du Narbonnais** ».

Cette association a pour objet « *la création, sur le territoire de l'agglomération du Grand Narbonne, d'une société ayant pour but la production d'énergie d'origine renouvelable qui se dénommera Énergies Participatives du Narbonnais. Cette structure aura comme particularité de viser à **financer de manière participative (c'est à dire en incluant les collectivités et les citoyens)** les moyens de production mis en œuvre. La société pourra par exemple se créer **sous statut de SCIC, SAS ou SEM, en fonction des différents acteurs en présence.*** ».

Les premiers membres de l'association de préfiguration Énergies Participatives du Narbonnais sont :

- **Collège des fondateurs :**
  - Ella Énergies
  - Pôle Énergies 11
  - AREVA Malvési
  - Chambre d'Agriculture de l'Aude
- **Collège des collectivités :**
  - Communauté d'Agglomération Le Grand Narbonne
  - SYADEN
  - Parc Naturel Régional de la Narbonnaise en Méditerranée
- **Collège des partenaires :**
  - Arterris

L'association compte se donner les moyens de communiquer sur le projet, le présenter aux partenaires potentiels et au grand public (personnes morales et physiques peuvent adhérer à l'association), et faire en sorte qu'il soit **porté par la plus grande diversité d'acteurs du territoire**.

Le Parc coopératif des énergies est le **premier projet** que l'association EPN entend mener à terme, mais les possibilités de développement d'autres projets sur le territoire du Grand Narbonne sont **nombreuses**.



## IV. Présentation du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'**association Énergies Participatives du Narbonnais**, destinée à donner naissance, ou à se transformer en société coopérative.

### 1. Association de préfiguration « Énergies Participatives du Narbonnais »

L'association de préfiguration Énergies Participatives du Narbonnais a été **constituée le 6 juin 2014**, dans les locaux de la communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, pour fédérer les acteurs présentés ci-après dans leur volonté de réaliser le projet de Parc coopératif des énergies.

### 2. Ella Énergies

Ella Énergies est une **SARL familiale**, constituée de riverains promouvant depuis plusieurs années la mise en place d'un Parc coopératif des énergies sur le site de Malvés. **L'agriculteur-exploitant des terrains** concernés par l'implantation (et appartenant à AREVA Malvés) en fait partie. Cette société a été conçue au départ pour exploiter un système photovoltaïque intégré à un bâtiment agricole.

### 3. AREVA Malvés

AREVA Malvés est **propriétaire-exploitant du site industriel, propriétaire également des terrains** concernés par l'implantation du Parc coopératif des énergies.

### 4. Communauté d'Agglomération Le Grand Narbonne

Le futur Parc Coopératif des Énergies a vocation à avoir un **rayonnement (économique, énergétique, innovant, éducatif...)** le plus large possible. C'est donc naturellement que le Grand Narbonne soutient ce projet, vecteur de nombreuses opportunités sur son territoire, dans le cadre de sa politique publique en faveur de la transition écologique.

### 5. Pôle Énergies 11

Depuis les prémices du projet, Pôle Énergies 11 **soutient et accompagne** Ella Énergies. Cette association, aujourd'hui **Agence Locale de l'Énergie et du Climat de l'Aude**, a pour but de mettre en réseau les compétences et d'initier des projets « pilotes » sur le département ; elle regroupe la **majorité des acteurs du département en matière d'énergie**.

### 6. SYADEN

Né en décembre 2010 à l'initiative du Conseil Général de l'Aude, le Syndicat Audois d'Énergies (SYADEN) **regroupe l'ensemble des communes audoises (à l'exception de la régie d'électricité communale de Quillan) ainsi que le Conseil Général et les intercommunalités de l'Aude**. En sa qualité **d'autorité concédante de la distribution d'électricité**, il a en effet pour principale compétence de **gérer et d'organiser le service public de la distribution d'énergie électrique** au profit de ses adhérents. Le SYADEN

intervient aussi dans les domaines de la **maîtrise de l'énergie** (Conseil en Énergie Partagé, diagnostics éclairage public...), les infrastructures de **recharge pour véhicules électriques** et les **énergies renouvelables** (sites isolés, production PV). Il soutient et adhère au projet de Parc Coopératif des Énergies, car il s'agit d'une démarche partenariale innovante avec des retombées territoriales qui peut préfigurer l'implication plus forte du syndicat dans les sociétés d'exploitation d'infrastructures renouvelables.

## 7. **Chambre d'Agriculture de l'Aude**

De par ses objectifs et ses acteurs, ce projet est directement lié à la profession agricole. Il peut permettre de dégager des **pistes de diversification** (autour de la biomasse notamment) pour les agriculteurs de plus en plus sensibles aux questions énergétiques. La Chambre d'Agriculture de l'Aude soutient et impulse depuis de nombreuses années une dynamique départementale sur les énergies renouvelables et adhère naturellement au projet de Parc Coopératif des Énergies. Elle a lancé depuis 2009 sur le site même du futur Parc une expérimentation de taillis à courte rotation et de plantes à méthaniser dont les résultats guideront directement les choix techniques pour le projet.

## 8. **Arterris**

Tout comme la Chambre d'Agriculture de l'Aude, cette **coopérative agricole de référence** dans le quart sud-ouest et le pourtour méditerranéen souhaite soutenir et voir aboutir ce projet ; car il est synonyme d'innovation et de diversification pour les agriculteurs.

## 9. **Les citoyens**

Jusqu'à la création de **l'association Énergies Participatives du Narbonnais**, la participation citoyenne dans le projet de Parc coopératif des énergies s'est exprimée indirectement par les représentants des structures parties prenantes, majoritairement **émanations du territoire narbonnais et audois**. L'association compte un collège dédié à **l'adhésion des partenaires personnes morales et privées**, et compte organiser, dès les résultats de l'appel à projets Région, des événements (réunions publiques, visites de sites...) pour **informer, concerter, et impliquer tous les citoyens** qui le souhaitent. A moyen terme, une part importante de l'investissement dans la future société sera issue des citoyens ; en direct, ou par le biais, par exemple, du **fonds d'investissement citoyen national Énergie Partagée**.

## 10. **Enercoop LR**

Enercoop a été créé en 2005, à l'ouverture du marché de l'électricité en France. Il s'agit d'un **fournisseur d'électricité 100 % renouvelable**, constitué en **Société Coopérative d'Intérêt Collectif** (SCIC). Depuis 2010, cette dynamique a été reprise en région, avec la mise en place de la SCIC Enercoop Languedoc-Roussillon. Cette coopérative a pour vocation, entre autres, de faire émerger et aboutir **des projets participatifs et citoyens** de production d'énergies renouvelables, et de réduction des consommations. Enercoop LR a donc été sollicité **pour aider à la constitution de l'association EPN, et l'accompagner dans son fonctionnement et ses actions** ; jusqu'à la

- Énergies Participatives du Narbonnais -  
Consultation pour le choix d'un développeur photovoltaïque

réalisation du Parc Coopératif des Énergies. Enercoop LR n'est pas adhérent de l'association EPN ; et il n'est a priori pas prévu que la structure investisse dans la future société d'exploitation.

## V. Montage juridique et financier

### 1. Montage juridique

Dans l'objet de l'association Énergies Participatives du Narbonnais (EPN) est indiqué, à propos de la future société de projet :

*« Cette structure aura comme particularité de viser à **financer de manière participative (c'est à dire en incluant les collectivités et les citoyens)** les moyens de production mis en œuvre. La société pourra par exemple se créer sous statut de **SCIC, SA, SAS ou SEM, en fonction des différents acteurs en présence.***

*La future structure participative pourra développer des activités de promotion et de développement :*

- des **énergies renouvelables**, notamment grâce à de l'investissement local (public et/ou privé),
- de la **sobriété et de l'efficacité énergétique.**

*Dans ce cadre l'association pourra mettre en œuvre des moyens pour démarrer ces activités.»*

A l'heure actuelle, la réflexion entre les adhérents de l'association **n'a pas abouti à l'arrêt d'un statut juridique particulier pour la future société**; il devra faire l'objet d'une concertation avec le développeur. Le devenir de l'association est lui aussi sujet à questionnements : transformation, création d'une société ex-nihilo tout en continuant sa propre existence pour mettre en route d'autres projets ?

L'association EPN, émanation du territoire, s'est fixée comme critère de **garder la maîtrise du projet** de Parc Coopératif des Énergies, ce qui signifie par conséquence de ne pas être minoritaire sur la gouvernance. Ce qui n'empêchera pas le développeur de détenir la majorité des parts du capital de la future société.

Les options envisagées à ce jour pour permettre ce fonctionnement :

- disposer d'une entité juridique unique permettant la participation citoyenne et des collectivités ainsi que l'exploitation du site, ou encore, scinder en deux entités dont une société d'exploitation dédiée au projet.
- adapter le ou les statuts aux acteurs et à leurs attentes notamment en termes de gouvernance et de rémunération : SAS, SEM, SPL, SCIC...

### 2. Investissement et rémunération du capital

La **participation du développeur** dans l'investissement lié à ce projet ne pourra pas excéder les 75 % maximum. Ce taux étant imposé dans le cadre de l'appel à projets coopératifs et solidaires de l'ADEME LR et la Région LR. Le respect de ce critère ouvre la possibilité d'aides à l'investissement importantes : jusqu'à 100 k€ si au moins 200 citoyens participent au financement.

- Énergies Participatives du Narbonnais -  
Consultation pour le choix d'un développeur photovoltaïque

Les modes de répartition des excédents de gestion autorisés par les différents statuts possibles seront également **un critère de choix important**.

La transparence attendue dans la phase de développement, ayant notamment pour conséquence la valorisation des études et autorisations à prix coûtant, sera contre-balançée par des modes de rémunération satisfaisants pour les investisseurs. Des mécanismes d'apport de liquidités comme les comptes courants d'associés bloqués pourront être envisagés. L'association reste attentive à d'autres solutions financières que pourra proposer le développeur (obligations, FCP, partenariats bancaires).

Ces critères devront bien entendu être étudiés à l'intérieur d'une contrainte forte et prioritaire, celle d'être retenu lauréat à l'AO CRE.



## VI. Présentation des éléments disponibles :

### 1. Études réalisées

- Étude d'opportunité menée par Ecovia pour le compte de Ella Énergies, financée par la Région LR et Ella Énergies (sera fournie intégralement au développeur lauréat).
- Expertises naturalistes menées par Aquascope et Biotopie mises à disposition par AREVA (faune, flore) (intégrées à l'étude d'impact en cours de réalisation).

### 2. Études en cours de réalisation

- Étude d'impact commandée au bureau d'études ABIES, incluant un schéma global d'aménagement paysager (Terre Histoire), et une étude d'implantation biomasse (Faig Bé). Devis joint en annexes.
- Des compléments d'études naturalistes seront très probablement à réaliser au printemps.

### 3. Autres éléments

Au delà de ces documents, l'association EPN et ses partenaires apportent :

- un **accord de principe** du propriétaire des terrains AREVA, qui doit aboutir d'ici la fin de l'année à une promesse de bail présentant des conditions avantageuses.
- une **pré-validation de certaines autorisations administratives** avec :
  - une zone d'implantation potentielle qui est qualifiée par le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Narbonne comme pouvant recevoir une centrale photovoltaïque.
  - une zone d'implantation potentielle intégrée dans les zonages « équipables » de la charte solaire du Grand Narbonne (en cours de finalisation).
- un travail en **concertation avec les riverains**, à qui le projet a été présenté en réunion publique en 2012.
- un travail en **concertation avec les services de l'État**, avec notamment la présentation du projet en Pôle énergies renouvelables au printemps 2013. Les conclusions dudit Pôle sur le projet figurent en annexe.

## VII. Réponse attendue

L'offre qui sera remise par le développeur est pour partie **non engageante**, car soumise à un certain nombre d'éléments non encore disponibles : zones précises d'implantation, règlement définitif du prochain AO CRE,...

**L'objet de la présente consultation consiste en une forme de manifestation d'intérêt**, à appuyer par des éléments techniques, juridiques et économiques.

**La forme de la réponse apportée est libre. Les éléments les plus importants pour le choix de l'association EPN sont ceux permettant de juger si le fonctionnement du développeur est compatible aux fortes attentes de fonctionnement du Parc Coopératif des Énergies** (gouvernance minoritaire, développement à prix coûtant, investissement participatif...).

Fin novembre 2014, au moment de la sélection du développeur, tous les éléments nécessaires à une conception optimale du projet seront disponibles (état initial étude d'impact, règlement AO CRE...).

### 1. Lettre de candidature

La lettre de candidature doit être adressée au Président de l'association Énergies Participatives du Narbonnais.

### 2. Présentation du candidat

Une présentation du candidat en lien avec le projet de Parc Coopératif des Énergies est attendue :

- présentation générale de l'entreprise, indications sur les garanties financières de l'entreprise,
- références pour le(s) type(s) de technologie(s) proposée(s),
- références dans des montages innovants, ayant permis une participation au capital de collectivités et/ou de citoyens,
- motivations du candidat à intégrer le projet de Parc Coopératif des Énergies,
- indications sur les montants d'investissement envisagés pour le projet,
- attentes sur les niveaux de rémunération de l'investissement et des autres outils financiers le cas échéant.

### 3. Caractéristiques et dimensionnement de l'installation photovoltaïque

Le développeur doit être en mesure de formuler une ou plusieurs propositions. Une solution intégrant plusieurs technologies (tracker, CPV) est à envisager si cela semble opportun, la priorité étant d'être lauréat au futur AO CRE.

Sont attendus, pour une puissance totale de 12 MWc, les éléments suivants :

- Type de technologies (plusieurs scénarii possibles).
- Quantité prévisionnelle d'électricité produite par an.
- Montant prévisionnel de l'investissement.
- Fourchette de prix pour la valorisation du kWh.

#### **4. Modèle économique**

Un business plan simplifié de chaque scénario est souhaité. Il devra préciser le coût approximatif du développement assumé par le lauréat, compte tenu des éléments déjà disponibles, et du montant de l'étude d'impact indiqué sur le devis en annexe.

Les paramètres économiques et financiers, notamment le Taux de Rentabilité Interne du projet devront être énoncés sous forme d'une fourchette admissible par le développeur. Ces paramètres impactant directement le tarif proposé à l'AO CRE, il feront l'objet d'une concertation entre le développeur et l'association préalablement au dépôt du dossier.

Au niveau du montage financier, l'association est en attente de propositions innovantes permettant à la fois le respect de la contrainte d'efficacité économique (lauréat à l'AO CRE), la participation des citoyens et des collectivités locales. L'influence de ces paramètres ne sera pas détaillée dans la réponse à cette consultation mais seront étudiés en concertation, préalablement au dépôt du dossier d'AO CRE.

#### **5. Montages juridiques**

En fonction des attentes exprimées dans ce document, le développeur devra proposer dans sa réponse un ou plusieurs montages juridiques permettant la participation des citoyens et collectivités locales dans le projet.

Un montage incluant une société d'exploitation dédiée pour le projet, sous forme de filiale par exemple, pourra être présenté en explicitant toutefois les avantages et inconvénients qu'il présente. Le développeur devra alors détailler les mécanismes permettant d'en garantir la bonne gouvernance.

En fonction des solutions proposées, une attention particulière sera portée aux modes de répartition des excédents.

## VIII. Modalités de réalisation de la prestation et critères de sélection :

### 1. Modalités

L'association EPN attend du développeur qu'il :

- **Porte le risque** des études et développement (étude d'impact,...)
- Obtienne un **permis de construire** pour la centrale PV.
- **Participe** à la future société d'exploitation qui portera la candidature à l'AO CRE.
- Obtienne un **tarif d'achat** pour l'électricité qui sera produite, en candidatant, via la société d'exploitation créée, à **l'Appel d'Offres de la Commission de Régulation de l'Énergie**.

Les modalités de transfert des droits à construire et à vendre l'électricité produite seront à discuter. Le développeur sera invité à adhérer à l'association EPN. Le fait qu'il reste co-investisseur dans le projet garantit une **continuité et une valorisation des études à un coût transparent et cohérent**.

Suite à la sélection du lauréat, une convention de partenariat avec l'association EPN sera signée pour préciser un certain nombre de points tels que la rémunération de la prestation, les engagements en termes qualitatifs, techniques et éthiques, les engagements en termes financiers ainsi que le fonctionnement opérationnel entre le développeur et l'association commanditaire de cette étude.

### 2. Critères de sélection

- **Références** du développeur.
- **Caractéristiques** techniques et économiques **du projet envisagé**.
- Conditions de **valorisation du permis de construire** et du **tarif d'achat**. Le risque doit être porté par le développeur. La valorisation devra être compatible avec la rentabilité du projet et transparente en termes de coûts.
- **Excellence environnementale et sociale** (impact local du projet, choix du matériel et des sous-traitants...).
- Privilégier le **circuit court** et les **entreprises du Narbonnais, et à défaut régionales**, pour les études, la construction et l'exploitation.
- Niveau d'implication possible, et souhaité, dans la **constitution du capital** (75% maximum en fonction du montant total d'investissement).
- Garanties sur les **moyens humains disponibles** pour une réactivité optimale dans les mois à venir.
- **Garanties financières** pour la réponse à l'AO CRE.

## IX. Contact

Pour toute précision concernant le contenu de la présente consultation, veuillez contacter le responsable technique de Pôle Énergies 11 :

Franck TURLAN

[f.turlan@pole-energies11.org](mailto:f.turlan@pole-energies11.org)

Tel : 04 68 44 04 49

## X. Présentation des candidatures

Le dossier de réponse sera à remettre au plus tard **le jeudi 6 novembre 2014 à 18h00**, par courriel, à l'adresse mail suivante:

[contact@pole-energies11.org](mailto:contact@pole-energies11.org)



## **XI. Annexes**

- ***Délibération du Grand Narbonne pour adhérer à l'association « EPN ».***
- ***Devis de l'étude d'impact ABIES commandée au nom du développeur.***
- ***Avis des Services de l'État.***

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
**DU GRAND NARBONNE, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**



**N°C-277/2013**

Date de convocation :  
13 Décembre 2013

**Nombre de membres :**

En exercice : 115  
Présents ou représentés : 98  
Absents : 17  
Votants : 98

**Votes :**

Pour : 98  
Contre : -  
Abstention : -

**Le Conseil Communautaire du Grand Narbonne, Communauté d'Agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni le 20 Décembre 2013 à 18h00, au Palais des Congrès de Gruissan, sous la présidence de M. Jacques BASCOU.**

**Présents et représentés** : M. Georges ABBAMONTE, M. Didier ALDEBERT, M. Jean-Marc AMBROSINO, M. Jean-Marie ASSENS, M. Jacques BAILLAT, M. Jacques BASCOU, M. Jean-Pierre BASTELICA, M. Yves BASTIÉ, Mme Marie BAT, Mme Bérangère BATTISTELLA, M. Jacques BLAYA, M. Philippe BORSNAK, Mme Patricia BOULAY, M. Youssef BOUNOUA, M. Didier BOUSQUET, Mme Marie-Antoinette BOUSQUET, M. Alain BOUTON, M. Roger BRUNEL, Mme Elyette CABROL, Mme Marie-Claude CANET, M. Alain CARBOU, Mme Christine CASTILLO, Mme Nicole CATHALA, Mme Monique CHING, M. Jean-Pierre CIRESE, M. Claude CODORNIU, M. Didier CODORNIU, M. Georges COMBES, M. Gilles DANJARD, M. Jean DESMIDT, M. Rohling DUCHENE, Mme Danielle DURA, M. Christian DURAND, Mme Viviane DURAND, M. Jean ESCOLA, M. Alain FABRE, M. Jean FABRE, Mme Marie-Hélène FABRE, M. Michel FARNOLE, M. Jean-Paul FAURAN, Mme Lydie FAURE, M. Jean-Pascal FERRER, M. Jean-Michel FESTE, M. Patrick FRANÇOIS, M. Gérard FRATICOLA, M. Pierre GALINIER, M. Gérard GAUTHIER, M. Jean-Marc GAUTIER, M. Yves GAZANIOL, M. Bernard GEA, M. Jean-Yves GLÉMÉE, M. Serge GUIGUE, Mme Alice GUITTARD, M. Yves HELAINE, M. Guillaume HERAS, Mme Isabelle HERPE, Mme Anne-Marie JOURDET, M. Gérard KERFYSER, M. Louis LABATUT, M. Aimé LAFFON, M. André LAMULA, M. Tristan LAMY, M. Christian LAPALU, M. Olivier LAPEYRE, M. Paul LIGNERES, Mme Lydie LOIS, M. Roger LOPEZ, Mme Monique MACPHAIL, M. Guy MARSOTTO, M. Henri MARTIN, Mme Fabienne MARTINAGE, Mme Hélène MARTINEZ, M. Jean-Michel MENAGER, Mme Martine MIR, Mme Christiane MONNIER, M. Constantino MUNOZ, M. Marcel NERIN, M. André NOE, M. Marc ORTIZ, Mme Danièle ORTUNO, Mme Jocelyne PAGES, M. Louis PECH, M. José PERERA, M. Gilbert PLA, M. Jacques POCIELLO, M. Michel PY, M. Jean-Luc RIVEL, M. Jean-François ROUSSOULY, M. André RUIZ, M. Nicolas SAINTE-CLUQUE, Mme Hélène SANDRAGNE, M. Jean-Paul SCHEMBRI, M. Richard SEVCIK, M. Guy SIÉ, M. Christian THERON, Mme Marie-Christine THERON-CHET, Mme Geneviève VIDAL, M. Jean-Michel VILA

**Absents, excusés** : M. Jacques ADRADOS, M. Raymond AGRAZ, M. René CORBEFIN, Mme Lucia COSTA, M. Gérard CRIBAILLET, M. Dominique DEVOUGE, Mme Marie-Claude EGLESSIES, M. Henri FAURAN, M. Claude GUIBBERT, M. Gilles LAUR, M. Didier LAURE, M. Jean-Michel MONIER, Mme Aurélie ORRIT, Mme Sabine PEYROUSEL, M. André PLA, M. Michel TORQUEBIAU, Mme Magali VERGNES

**Secrétaire de séance** : Mme Marie BAT

**OBJET : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE -**  
**Déclaration d'intention du Grand Narbonne de soutenir le projet du parc coopératif des énergies**

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa politique de développement économique, le Grand Narbonne mène une animation territoriale pour dynamiser le secteur de l'environnement. La filière des énergies renouvelables est particulièrement ciblée comme étant un segment stratégique pour le développement économique du territoire.

Le projet de Parc Coopératif des Energies se veut co-construit avec les acteurs du territoire, et ambitionne d'ouvrir son capital à l'épargne solidaire. Il a été accompagné par Pôle Energies 11 qui cherche actuellement un développeur pour porter le projet du parc en ouvrant son capital à l'épargne solidaire.

Dans le cadre de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la ville de Narbonne a adapté le droit des sols du périmètre concerné pour rendre possible ce projet, en cohérence avec la charte photovoltaïque du Grand Narbonne. Le Grand Narbonne pourrait jouer un rôle en partenariat avec la ville pour promouvoir ce projet et faire rayonner le dynamisme du territoire en termes d'installations en énergies renouvelables.

Dans ce contexte, il est proposé au Conseil Communautaire :

- que le Grand Narbonne, Communauté d'Agglomération, en partenariat avec la ville de Narbonne, soutienne le projet de Parc Coopératif des Energies et puisse accompagner les acteurs de ce projet à étudier toute possibilité pour mener à bien ce projet, qu'il soit porté par une association de préfiguration ou une structure existante, telle que ENER COOP ou tout autre acteur du développement économique.
  
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document de type administratif, technique ou financier relatif à ce dossier.

**Délibération certifiée  
exécutoire compte  
tenu de sa réception en  
Sous-Préfecture**

**le :**

**et de son affichage**

**le :**

**Le Conseil adopte à l'unanimité**

**Fait et délibéré les mois, jour et an que dessus**

**Copie certifiée conforme,**

**Le Président,**

**Jacques BASCOU**

# Projet de parc coopératif des énergies de Narbonne (Aude)

## Étude d'impact santé & environnement de la centrale photovoltaïque au sol

### *Résumé de la proposition technique et financière*



Pour le compte de :

***Parc Coopératif des Energies de Narbonne***

Septembre 2014

ABIES, SARL au capital de 172 800 euros  
RCS : 448 691 147 Toulouse Code NAF : 7112B

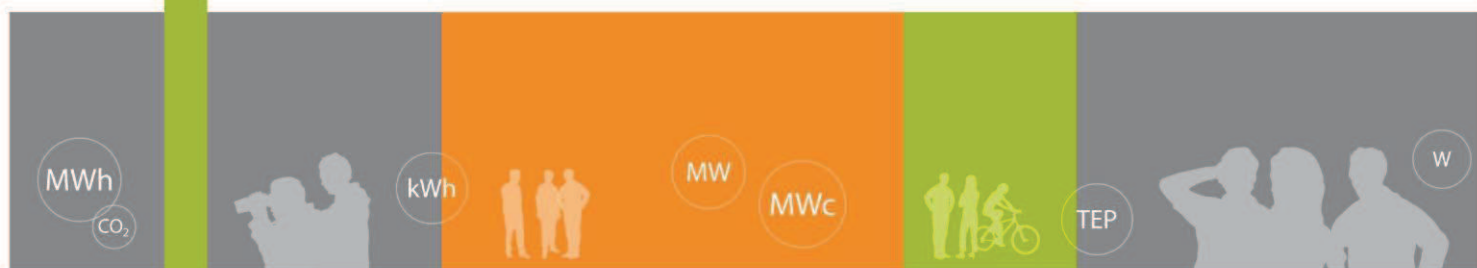
Siège : 7, avenue du Général Sarraill 31290 Villefranche-de-Lauragais

Agence : 22 rue Fabre d'Eglantine 11590 Cuxac d'Aude

Tél. : 04 68 33 81 63 ou 07 86 06 11 03 Fax : 05 61 81 68 96

Mail : [info@Abiesbe.com](mailto:info@Abiesbe.com)

# Sommaire



1.	Introduction.....	4
2.	Méthodologie de l'étude d'impact santé & environnement .....	4
3.	Autres aspects méthodologiques .....	7
4.	Éléments à transmettre par le maître d'ouvrage.....	7
5.	Rendus, délais et propositions financières .....	8



# 1. Introduction

La présente proposition concerne la réalisation de l'**Etude d'Impact Santé & Environnement (EISE)** du projet de centrale photovoltaïque au sol du Parc Coopératif des Energies de Narbonne, localisé sur le site de la Comurhex à Malvézi, dans le département de l'Aude (11). Elle inclut également une double réflexion plus globale sur l'aménagement paysager du Parc dans son ensemble et sur le volet aménagement biomasse.

L'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol concerne une puissance de 12 MWc environ, sur une aire d'implantation possible d'une cinquantaine d'hectares.

L'aire de projet appartient à un périmètre Seveso ; les parcelles d'implantation sont localisées à l'est de vastes bassins.

Le présent document constitue un résumé de la Proposition Technique et Financière, centré sur les points forts et les points importants.

## 2. Méthodologie de l'étude d'impact santé & environnement

Une étude d'impact sur l'environnement a un triple objectif :

- ✓ C'est un **outil réglementaire** : le dépassement du seuil de 250 kW déclenche une telle obligation ;
- ✓ C'est un outil d'information des services de l'Etat et du grand public (dans le cadre de l'enquête publique) et donc c'est un **outil de communication** ;
- ✓ C'est un outil d'aide à la décision en matière de prise en compte de l'environnement physique, humain, paysager et naturel : l'étude d'impact n'est pas un passeport administratif, mais une intervention d'**aide à la conception** pour un projet de qualité.

L'importance et la précision d'une étude d'impact sont fonction d'une part de l'ampleur du projet et d'autre part de la sensibilité du site.

Le projet est d'importance avec une emprise d'environ 50 hectares. Le site présente des enjeux environnementaux et des contraintes variés : Périmètre Seveso, zone inondable, milieux naturels, etc.

Les spécificités d'une centrale photovoltaïque et le *Guide de l'étude d'impact des installations photovoltaïques au sol* édité par le MEDDTL permettent d'apprécier les points qui devront être analysés. Ceux-ci sont détaillés ci-après.

L'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque au sol sera réalisée conformément au Code de l'Environnement et aux exigences actuelles liées à la réforme des études d'impact, telle que mise en place par le décret du 29/12/2011, tant sur le fond que sur la forme. En particulier, il sera apporté une attention particulière aux thèmes suivants :

- ✓ Aux effets cumulés ;
- ✓ Aux impacts sur les émissions de gaz à effet de serre (avec la probable nécessaire intégration d'un Bilan Carbone complet à fournir par le **PARC COOPERATIF DES ENERGIES DE NARBONNE**) ;
- ✓ Au démantèlement des installations ;
- ✓ Aux connectivités écologiques.

Pour affiner cette analyse, une **large consultation des services de l'État et d'organismes locaux compétents en matière d'environnement** sera entreprise afin de recueillir les avis et exigences. Elle inclut l'interrogation de l'**Autorité Environnementale**. Ces consultations font partie intégrante du **cadre préalable**.

L'inventaire et l'étude des zonages écologiques d'inventaire et de protection (ZNIEFF, sites Natura 2000, réserves naturelles, etc.) et du patrimoine architectural, urbain ou paysager protégé (monuments historiques et sites classés ou inscrits, ZPPAUP/AMVAP, etc.), ainsi que l'expertise paysagère et l'étude des visibilités auront ainsi lieu sur une aire d'étude élargie d'environ 5 km de rayon autour du site du projet.

Sur la base des conclusions de l'état initial, le plan de masse du projet final sera établi par le maître d'ouvrage en concertation avec le bureau d'études ABIES. Cette conception fera ainsi l'objet de plusieurs échanges entre le maître d'ouvrage et ABIES, afin d'établir un projet optimal, prenant en compte les contraintes environnementales et techniques.

Les impacts du projet seront analysés en fonction des enjeux identifiés au cours de l'état initial. L'ensemble des impacts sera tout d'abord évalué sans la prise en compte de mesures.

Les mesures d'accompagnement, d'évitement, de réduction et éventuellement de compensation à mettre en place seront discutées avec le maître d'ouvrage afin de les adapter aux contraintes techniques du projet. Les mesures proposées feront l'objet d'un chiffrage.

Les impacts résiduels du projet, avec prise en compte des mesures, seront ensuite évalués.

On trouvera ci-après les détails méthodologiques relatifs aux grands thèmes d'analyse.

### A. Paysage et patrimoine

Une analyse paysagère sera entreprise notamment pour l'élaboration du volet paysager du permis de construire et la communication autour du projet. Elle sera réalisée par Terre et Histoire.

Il s'agira d'une analyse paysagère globale, portant sur l'ensemble du parc coopératif des énergies de Narbonne, avec l'accent mis sur le proche Oppidum, classé Monument Historique.

#### ♦ Impacts paysagers et mesures

Sur la base des conclusions de l'état initial, les impacts du projet sur le paysage seront évalués. L'étude paysagère présentera une analyse détaillée des visibilités du site. Elle sera réalisée par Terre et Histoire.

Des **simulations graphiques** du projet photovoltaïque au sol seront nécessaires. La présente proposition inclut l'intervention d'un infographiste spécialisé pour la réalisation de **photomontages** et prévoit la réalisation de quatre photomontages.

### B. Milieu écologique

#### ♦ Etat initial : expertises du site et analyse des enjeux

Etant donné l'échéancier prévisionnel de remise de l'étude d'impact (début 2015), l'analyse d'un cycle biologique complet ne pourra être menée à bien : ainsi, l'intervention de Biotope a préalablement concerné des observations approfondies en septembre 2009 (trois journées) et des observations légères en mars 2010 (une journée).

D'ici début 2015, la présente proposition prévoit :

- Des passages de naturalistes en octobre 2014 pour actualiser les enjeux (il existe une certaine caducité au bout de quatre-cinq ans) ;
- La réalisation d'une cartographie des enjeux afin d'aider au design de la centrale photovoltaïque ;
- Des passages de naturalistes (ornithologues notamment) pour caractériser les enjeux hivernants.

Un diagnostic écologique complet, présentant les résultats des expertises et les enjeux, sera élaboré conjointement par BIOTOPE et ABIES, pour être intégré dans l'étude d'impact de début 2015. ABIES aura la responsabilité du volet Avifaune et la coordination générale, tandis que BIOTOPE aura la responsabilité des autres groupes écologiques (végétation notamment).

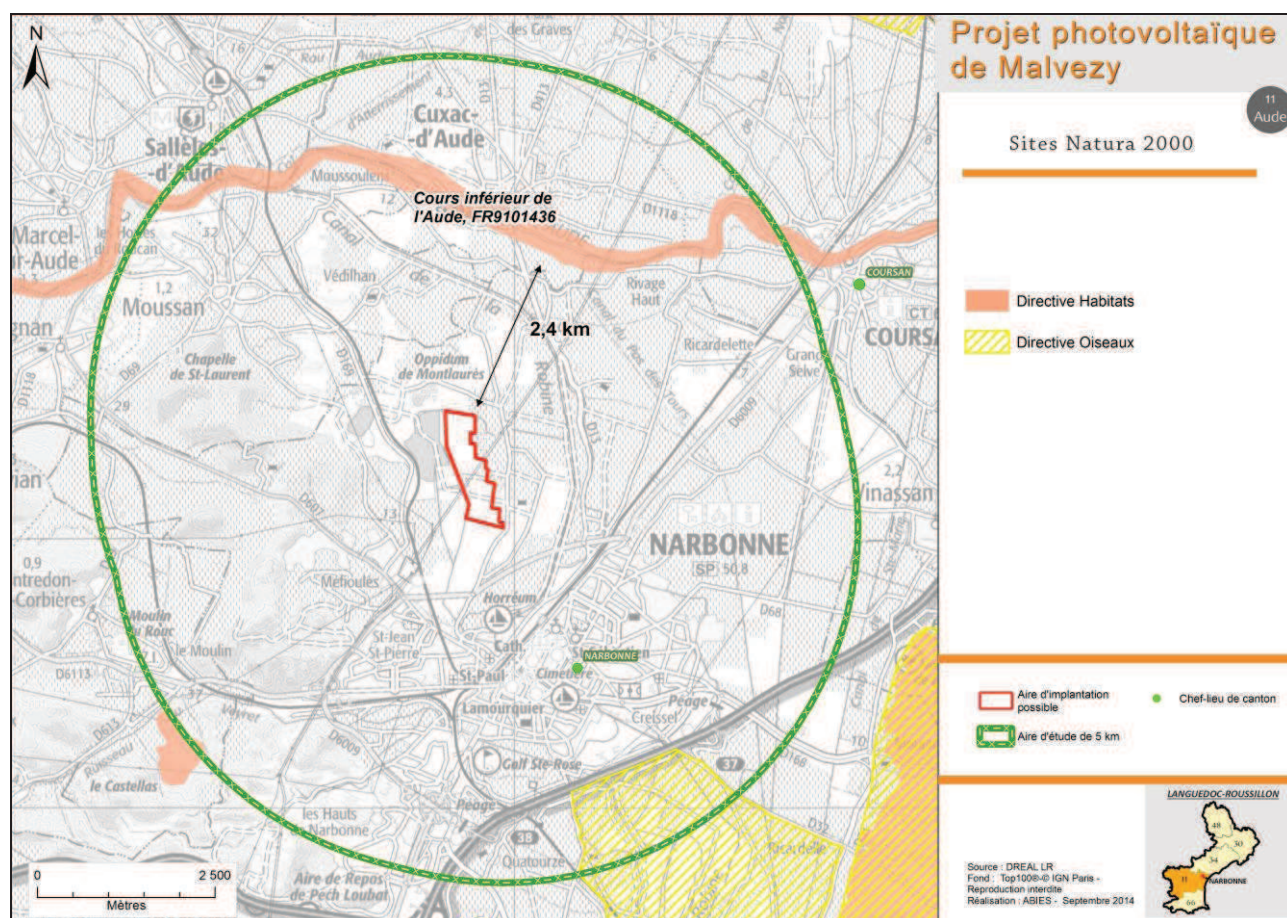
Il s'agira de compléter ces observations naturalistes par des passages au printemps et en été 2015, afin d'établir une véritable analyse sur un cycle biologique annuel. La DREAL exigera probablement ces expertises dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire : il est proposé de fournir ces expertises en une seule fois à l'automne 2015, lorsqu'elles seront toutes achevées.

Le coût de ces observations complémentaires 2015 est chiffré en option.

#### ♦ Impact sur le milieu naturel et mesures

Conformément à la réglementation, une **évaluation des incidences du projet sur le réseau Natura 2000** devra être effectuée ; elle sera réalisée par ABIES. Cette évaluation sera intégrée dans l'étude d'impact.

La carte de travail ci-après précise la localisation du projet photovoltaïque vis-à-vis des sites Natura 2000 les plus proches. Etant donné le relatif éloignement du site Natura 2000 le plus proche (2,4 km pour la ZSC - directive Habitats pour le « Cours Inférieur de l'Aude»), une évaluation simplifiée des incidences du projet devrait suffire.



### C. Hydrogéologie et hydrologie

#### ◆ Impact sur les eaux et mesures

Par l'imperméabilisation créée directe (emprise des fondations, parkings, etc.) et indirecte (surface apparente des modules photovoltaïques), une centrale photovoltaïque au sol est susceptible d'affecter l'écoulement des eaux pluviales en particulier en cas d'épisodes orageux. Cette problématique est importante puisque les modules photovoltaïques couvriront une surface substantielle. Qui plus est le projet est localisé en zone RI3 du PPRI approuvé des basses plaines de l'Aude.

ABIES procèdera à une analyse simplifiée de cette problématique.

Si une étude hydrogéologique approfondie du site s'avérait nécessaire, un bureau d'études spécialisé procèderait à cette expertise. La présente proposition n'inclut pas la prise en charge financière d'une telle expertise, qui devrait être effectuée directement par LE PARC COOPÉRATIF DES ENERGIES DE NARBONNE.

### D. Méthodologie de l'aménagement biomasse

La présente proposition intègre l'intervention de FAIG BE quant à l'aménagement biomasse du Parc coopératif des énergies de Narbonne et un « volet 1 - Choix des espèces ».

ABIES viendra en appui en particulier quant à la prise en compte des enjeux naturalistes dans le choix des parcelles.

### 3. Autres aspects méthodologiques

#### A. Concertation

La présente proposition inclut un travail de concertation avec les services de l'État. Il comprend la participation à une réunion de travail avec les services de l'État (Pôle ENR, réunion de cadrage avec l'Autorité Environnementale) avec un représentant d'Abies, ainsi que la préparation d'un document et la rédaction d'un compte-rendu.

La présente proposition inclut également en option la participation à une réunion publique d'information, à réaliser dans le cadre de la concertation préalable, avec la préparation d'un document Powerpoint correspondant et la présence d'un représentant d'ABIES.

#### B. « Notice descriptive » du permis de construire

La présente proposition inclut la conception et l'édition de la « notice descriptive » requise dans le cadre du dossier de demande de permis de construire.

#### C. Suivi du permis de construire

La présente proposition n'inclut pas l'accompagnement du projet au-delà du dépôt de l'étude d'impact (tâches indicatives listées ci-dessous) :

- ✓ Suivi auprès des administrations concernées (DREAL, DDTM, STAP, ...) et fourniture des éventuels compléments demandés ;
- ✓ Participation à une éventuelle Commission Départementale du site (dont préparation des documents nécessaires à cette réunion) ou du CODERST ;
- ✓ Réponses au Commissaire-Enquêteur concluant une enquête publique.

Les tâches correspondantes seront réalisées à la demande et facturées « en régie ».

#### D. Autres

La présente proposition n'inclut pas la réalisation d'autres études ou expertises spécifiques, à être réalisées par des spécialistes, qui pourraient être exigées par les services de l'État, ni leur encadrement.

La présente proposition n'indique pas en option les coûts de la réalisation d'un dossier d'évaluation des impacts environnementaux et d'un dossier d'évaluation des risques industriels dans le cadre du prochain appel d'offres portant sur la construction d'installations photovoltaïques. Ces derniers pourront être communiqués, si besoin, à la suite de la publication officielle du cahier des charges de l'appel d'offres de l'AO CRE prévu pour octobre 2014.

### 4. Éléments à transmettre par le maître d'ouvrage

Le Parc Coopératif des Energies de Narbonne transmettra au bureau d'études ABIES :

- ✓ Les éléments ayant trait au PLU de la commune de Narbonne ;
- ✓ Les caractéristiques détaillées du projet ;
- ✓ Le plan d'implantation de la centrale photovoltaïque au sol, **sous format PDF ou JPEG légendé et sous format dwg géoréférencé et simplifié.**

Concernant les éléments cartographiques (ortho-photographies, fonds de type Scan 25 ou 50), le bureau d'études Abies dispose d'une large base de données sur l'ensemble du territoire français, mais la mise à disposition par LE PARC COOPERATIF DES ENERGIES DE NARBONNE est préférable.

ABIES transmettra pour sa part un questionnaire sur les caractéristiques techniques du projet, une fois le développeur sélectionné.



## 5. Rendus, délais et propositions financières

### Rendu

Le rapport d'étude d'impact comprendra 250 pages A4 environ, annexes non comprises. Il sera remis **sous format électronique** (document pdf).

### Délais

Les délais de réalisation nécessaires sont les suivants ; ils supposent une commande courant septembre 2014 :

- ✓ Nous nous engageons à réaliser la consultation des services de l'Etat, dans les premiers jours qui suivront la commande ;
- ✓ La V0 de l'étude d'impact sera remise au moins 15 jours avant les délais fixés dans le cahier des charges de l'AO de la CRE (plus tard sera remise l'étude d'impact, et plus cette étude d'impact sera complète). Cela suppose que Le Parc Coopératif des Energies de Narbonne remette la version définitive de l'implantation au moins 6 semaines avant la remise de la V0 de l'étude d'impact. Les plans de la centrale devront être envoyés **sous format PDF ou JPEG légendé** avec fond cadastral et orthophoto et **sous format dwg géoréférencé et simplifié** ;
- ✓ Les versions V0 de la Notice d'Incidence N2000 et de la Notice paysagère seront remises au plus tard une semaine après la remise de la V0 de l'étude d'impact ;
- ✓ Les corrections de toutes les versions V0 seront intégrées 5 jours ouvrés suite à la remise des commentaires, les versions V1 seront alors transmises ;
- ✓ Des versions V2 seront élaborées suite à des remarques ultimes de la part du Parc Coopératif des Energies de Narbonne. Ces documents constitueront les documents finaux.

### Conditions financières

En termes de décomposition par tâche, le devis peut être décomposé comme suit :

Tâche	Montant H.T
Etude d'impact sur la santé et l'environnement dont expertises avifaune 2014 (Biotope et Abies) et volet paysager (Terre et Histoire)	28 915 €
Notice d'incidence N2000 simplifiée	945 €
Notice paysagère	540 €
Volet Aménagement paysager du Parc (avec Terre et Histoire)	7 650 €
Volet aménagement biomasse (avec FAIG Bé)	3 350 €
Réunion de travail avec les Services de l'Etat dans le département (rédaction d'un support et d'un compte-rendu)	700 €
Total	42 100 €

Arrondi à 42 000 euros (quarante deux mille euros hors taxes) TVA en sus (à 20,0% actuellement).

OPTION : expertises naturalistes 2015	Montant HT
Expertises avifaune complémentaires de printemps et été 2015 par Abies	4 385 €
Autres expertises naturalistes complémentaires de printemps et été 2015 par Biotope	11 005 €



OPTIONS	Montant HT
Autre réunion de travail avec les Services de l'Etat dans le département (rédaction d'un support et d'un compte-rendu)	700 €
Participation à une réunion publique (réalisation d'un Power point)	700 €
Exemplaire papier de l'étude d'impact.	90 €

## Conditions de paiement

Les conditions de paiement souhaitées sont les suivantes (il est entendu que la commande initiale sera effectuée par l'association **Energies Participatives du Narbonnais**, qui transférera les droits et devoirs de cette commande au développeur de projet qui sera sélectionné en novembre 2014) :

- ✓ 15 % à la commande (délai de règlement à 90 jours) ;
- ✓ 15% au choix du développeur de projet par le Parc Coopératif des Energies du Narbonne (délais légaux de paiement à 40 jours) ;
- ✓ 40 % à la remise de la Version V0 de l'étude d'impact ;
- ✓ 10% à la remise de la VO du Volet Aménagement Paysager ;
- ✓ 5% à la remise de la VO du Volet Aménagement Biomasse (phase 1) ;
- ✓ 5% à la remise de la V0 de la notice paysagère et de la notice descriptive ;
- ✓ 10 % à la remise de la V2 de la totalité des prestations commandées sur présentation de facture.

Pour les options de moins de 2 000 € HT, 100 % à l'achèvement de la prestation correspondante.

*Paul Neau le 17 septembre 2014.*

## Annexe – Avis des Services de l'état

### Avis SUEDT

#### Unité forêt-biodiversité

##### Volet forêt

Aléa feux de forêt faible à nul pour ce projet situé en zone agricole. Pas de procédure de défrichement. Aucune contre indication pour ce projet

##### Volet faune-flore

C'est une zone d'expansion de crue, une zone humide avec des roselières (ZNIEFF du marais de la Livière) où l'on trouve notamment le butor étoilé, (espèce rare et menacée). L'écosystème est fragile et fonctionnel. Il y aura lieu de préciser l'intégration du futur biomasse par rapport au projet photovoltaïque (arbres à l'extérieur, plantes rases à l'intérieur) et les modalités d'accueil du public au niveau du domaine de la Prairie. Il faudra montrer comment se jouent les grands équilibres entre les différentes filières, comment seront gérées les rotations notamment avec un plan d'implantation détaillé et en montrant la cohérence de cette mosaïque. Tous les cortèges sont représentés sur la zone : oiseaux et batraciens notamment. On ne pourra pas se contenter des inventaires de la Comurhex; il y aura des études complémentaires à lancer. Il y aura lieu de bien préciser les mesures prises en phase travaux, notamment par rapport aux accès des engins (préservation de la zone humide). *Ella énergies précise que le BE Aquascop fait des études en 2010, qu'il y a un suivi permanent fait par la Comurhex et des nouvelles études vont être lancées prochainement pour avoir tous les éléments en 2014.*

#### Unité Politique Publique Planification

Patrimoine: Les projets n'impactent pas les secteurs identifiés au titre de la sauvegarde du patrimoine.

Urbanisme: Qu'en sera t'il de l'usage agricole des terres sachant que l'évolution sera de classer le secteur en Aer (Agricole consacré aux énergies renouvelables), sachant que ces terres sont à proximité d'une zone Auy. Si le projet (PV + Biomasse + éolien) est supérieur à 12 MW, il faudra une autorisation de raccordement et 1 PC par activité. Il faudrait prévoir que les projets soient indépendants les uns des autres. Il est rappelé que sur le site de

Malvézy la société Solaire au sol a déposé 2 permis de construire pour des projets respectifs de 2 Ha (Mefioles) PC déposé en 2012 et 6 Ha (La Livière) PC déposé en 2010. Il conviendra d'étudier les impacts cumulés. Le secteur est une zone d'expansion de crue classée Ri3, ce qui signifie des prescriptions pour les bâtiments techniques et les câblages.

#### Avis Parc Naturel Régional de la Narbonnaise en Méditerranée

Concernant le projet de Parc coopératif des énergies de Narbonne, bien que situé hors du périmètre du Parc naturel le PNR souhaite souligner les points suivants:

- l'intérêt du montage coopératif tel qu'il est proposé (innovant et démonstratif d'un autre type de développement des EnR)
- l'intérêt d'une approche de production multiple, notamment la culture de biomasse

Ces deux éléments font que ce projet est particulièrement en phase avec les orientations stratégiques définies dans le cadre de la feuille de route territoriale du Plan Climat portée par le Parc naturel régional et le Grand Narbonne (feuille de route qui devrait être validée par les élus dans les semaines qui viennent), à condition, bien entendu, que les autres points tant techniques, qu'environnementaux et réglementaires donnent satisfaction.

#### Avis LPO

Le projet est ambitieux et magnifique dans son montage comme dans l'esprit. Il projette de s'installer dans une zone qui paraît a priori condamnée (site Seveso). Or, pas tant que ça; TR insiste sur la richesse en terme de biodiversité et le grand intérêt de cette zone humide. Les roselières sont très proches et nombreux sont les oiseaux qui s'alimentent dans cet écosystème fonctionnel. On y trouve sans doute près d'une vingtaine d'espèces inscrites à l'annexe 1, donc d'intérêt communautaire. Il faudra donc que ce projet « modèle » montre de façon là aussi exemplaire comment il altère le moins possible cette richesse, et les mesures de suivi qu'il envisage de mettre en place. Le projet de biomasse peut constituer un apport de biodiversité. Il faut se mettre dans l'espace global de cet écosystème et mesurer les effets rebonds. *Ella énergies indique qu'il est prévu d'associer des naturalistes pour ce suivi et que le site sera fermé, donc sécurisé.*



### **Avis STAP11.**

JLC relève qu'avec l'oppidum de Montlaurès le projet se trouve dans la zone de protection (mais il ne connaît pas le régime de protection, qui en est le propriétaire et ce qu'en pensent les autres acteurs: commune, communauté d'agglomération). On pourrait, pourquoi pas, imaginer le projet comme une création de paysage avec un apport qualitatif puisque l'oppidum est semble t'il dans un état délabré. La proposition du pôle énergie 11, à savoir d'imaginer des visites guidées de cet espace muséographique dans le cadre d'une démarche éducative et didactique autour du projet de parc des énergies (utilisant ce point de vue panoramique pour expliquer le fonctionnement du parc des énergies et comme observatoire local des paysages), est une idée intéressante dont il est sans doute nécessaire de mesurer la pertinence par une visite sur le terrain de ce patrimoine, que lui même connaît assez peu. Ce projet est une occasion de créer un nouveau paysage dans un secteur mixte, à la fois industriel et agricole mais avec des cultures à forte rotation ayant assez peu d'intérêt paysager. Il ne faut pas se focaliser sur Montlaurès mais étudier globalement l'évolution de l'anthropisation de ce site et son peuplement qui a tendance à s'étaler de plus en plus dans les zones inondables. Le projet semble avoir ignoré le canal de la Robine (reconnaissance et gestion des abords) notamment pour le volet éolien (classement UNESCO). Les conclusions du groupe de travail local de décembre 2012 sur l'éolien et le Patrimoine (constitué à la demande du Préfet dans le cadre de la consultation liée au projet de SRCAE et de son annexe le SRE) avaient notamment conduit à proposer une zone tampon d'exclusion de 10 Km de part et d'autres du canal. Le projet serait dans cette zone d'exclusion et il paraîtrait donc difficile d'y prévoir du développement éolien. Il serait éventuellement possible d'aborder cet question sous l'angle du petit éolien (même s'il apparaît pour l'instant que ce dernier n'est pas encore économiquement viable compte tenu d'un côté des contraintes administratives et du peu de rendement de ce genre d'installation).

### **Avis ERDF- RTE.**

Il n'y a pas de problème de potentiel de raccordement sur le poste de la Livière. Le site est traversé par des lignes de 125 KV. Ça coûte très cher de les déplacer, en conséquence, il est nécessaire que le design soit compatible. Il des solutions qui sont possibles sous les lignes et d'autres non et il conviendra de se rapprocher de RTE en temps voulu pour examiner ce point en détail.

### **Avis CA.**

CB insiste sur le caractère pilote de cette opération (plaquette, méthanisation). Il est sans doute plausible que le projet modifie l'équilibre existant mais ce projet est essentiel pour le devenir de l'exploitation de M. Ibanes (250 Ha). Ce projet lui permettra de diversifier ses revenus. La Biomasse serait valorisée par un exploitant sur place (prolongement de l'exploitation agricole)

### **Synthèse**

Ce projet est présenté dans une phase qui est un peu plus en amont que n'est habituellement le cas des projets examinés par le pôle. Il convient de noter la convergence d'avis favorable qui soutienne ce projet a priori en mettant en avant son caractère innovant, participatif. Il n'en reste pas moins que ce c'est un site avec des enjeux forts (le risque inondation, les aspects paysagers avec le traitement et l'utilisation de l'oppidum et la question de l'éolien aux abords de la Robine, le respect de la biodiversité) qui montrent la nécessité d'une étude préalable très détaillée, en profitant très utilement de ce temps de latence pour programmer tous les inventaires complémentaires nécessaires. Cependant le projet étant encore en phase de développement il est possible d'intégrer ces contraintes liées aux risques et la préservation de la biodiversité à traiter d'une façon exemplaire en respectant scrupuleusement la séquence « éviter, réduire, compenser » et la fonctionnalité des milieux notamment dans l'articulation Biomasse/Photovoltaïque. Il conviendra d'examiner également l'équilibre avec les autres projets identifiés dans le secteur.